|  |  |
| --- | --- |
| **declaration de sous-traitance** | **DC4** |

1. A - **Identification de l’acheteur**

# Ministère de l’Europe et des Affaires Etrangères

# Ambassade de France EN CENTRAFRIQUE

Direction des immeubles et de la Logistique

Antenne Immobilière à Libreville

◼ Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

M/Mme l’Ambassadeur de France en CENTRAFRIQUE

5158 avenue du Général de Gaulle

BP 884   BANGUI

1. **B – Objet du marché**

2024-168 – BANGUI - Campus Diplomatique - Regroupement des GE et des Cuves à fioul

Marché de maitrise d’œuvre

1. **C – Objet de la déclaration du Sous-traitant**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

 un document annexé à l’offre du soumissionnaire

 un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement *(sous-traitant présenté après attribution du marché)*

 un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du …………. .

1. **D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public**

 Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone et de télécopie :

Numéro d’identification de la société ou propre au pays d’origine

**** Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**** En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

1. **E - Identification du sous-traitant**

 Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone et de télécopie :

 Numéro d’identification de la société ou propre au pays d’origine

**** Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d’enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d’un centre de formalité des entreprises :

◼ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant :

*(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne.*

1. **F - Nature des prestations sous-traitées**

*(Reprendre les éléments concernés tels qu’ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)*

◼ **Nature des prestations sous-traitées** :

◼ **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel** *(à compléter le cas échéant)* :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’[article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article28) relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

1. **G - Prix des prestations sous-traitées**

◼ **Montant des prestations sous-traitées** :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a)** Montant du contrat de sous-traitance :

* Taux de la TVA : ………………………………….. .
* Montant HT : ………………………….. .
* Montant TTC : ………………………… .

◼ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct***(*[*article R. 2193-10*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4621551EBA8F207989B321CE0150EEF9.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037729603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) *ou* [*article R. 2393-33*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4621551EBA8F207989B321CE0150EEF9.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728295&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) *du code de la commande publique)* :

*(Cocher la case correspondante.)*

 Oui  Non

1. **H- Conditions de paiement**

◼ Compte à créditer :

*(Joindre un relevé d’identité bancaire ou postal.)*

Nom de l’établissement bancaire :

Numéro de compte :

◼ Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :

*(Cocher la case correspondante.)*

 Oui  Non

1. **J - Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure**

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur (\*)** :

Ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703589&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037703603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique (\*\*) ;

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’exclusion, cocher la case suivante :

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

1. **K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public**

*(Cocher les cases correspondantes.)*

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous‑traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037729575&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou à l’[article R. 2393-40](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728277&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial** **modificatif** :

 le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037729575&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou à l’[article R. 2393-40](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728277&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

 l’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

* soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
* soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

1. **L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

A , le A , le

|  |  |
| --- | --- |
| Le sous-traitant :  *(personne identifiée rubrique E du DC4)* | Le soumissionnaire ou le titulaire :  *(personne identifiée rubrique C1 du DC2)* |

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l’acheteur :

1. **M - Notification de l’acte spécial au titulaire.**

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

Date de la dernière mise à jour :

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le

Date de la de